

España Popular

HEBDOMADAIRE AU SERVICE DU PEUPLE ESPAGNOL

ANNÉE I. - N U M. I Directeur propriétaire : JOSÉ RENAU Rédacteur en chef : J. IZCARAY

MÉXICO D.F. 18 FÉVRIER 1940

Rédaction et administration : SAN JUAN DE LETRÁN, 13 - DEP. 311

10 C E N T A V E

S

La social-démocratie et la guerre impérialiste actuelle

Par DOLORES IBÁRRURI

L'expérience sanglante de la défaite du peuple espagnol, une défaite systématiquement organisée par les gouvernements réactionnaires de la France et de l'Angleterre, aidés dans leur tâche criminelle par les dirigeants de la social-démocratie, peut servir à l'heure actuelle d'éclairage pour **mettre en évidence les motifs mensongers avec lesquels les peuples sont aujourd'hui entraînés dans une guerre impérialiste.** Ceux d'entre nous qui ont vécu jour après jour le martyre de l'Espagne ; ceux d'entre nous qui ont souffert la douleur et le mépris de la politique de "Non-Intervention", imposée par la France et l'Angleterre, et qui a fermé à la République espagnole toutes les issues sauf celle de la capitulation ; nous qui avons éprouvé toute sorte de sacrifices pour la défense de la République et pour le maintien de l'unité de notre peuple jusqu'à la fin de la guerre, **nous nous dressons devant les millions de travailleurs que l'on conduit à la mort pour défendre les intérêts de l'impérialisme britannique et de la grande bourgeoisie française, pour accuser, sur la base du témoignage du sacrifice de l'Espagne, ceux qui brandissent aujourd'hui la bannière de la "démocratie", d'être les principaux responsables de la défaite de la République espagnole, du triomphe de la réaction en Espagne.**

Et à travers cette terrible responsabilité —prenant à témoin ces millions d'orphelins, de mères, de veuves, de mutilés, de torturés dans les prisons inquisitoriales de Franco qui se dresseraient d'indignation dans notre pays — les ouvriers, les paysans, les travailleurs de tous les pays comprendront mieux **quels intérêts sont défendus dans la guerre impérialiste actuelle, et pourquoi les soldats de France et d'Angleterre sont conduits dans les tranchées** et sur les champs de bataille.

On nous parle d'une guerre pour la défense de la démocratie. En Espagne, il y avait une République de type modéré, dont le président et le gouvernement étaient républicains. Et cette République, née d'élections "démocratiques" et dont les gouvernements comprenaient des hommes du parti socialiste, était si timide et si modérée qu'elle ne réalisa même pas ce qui était essentiel pour sa sécurité, une profonde réforme agraire, qui aurait liquidé les survivances féodales, si profondément enracinées et répandues dans l'agriculture espagnole.

Et lorsque cette République, pour laquelle la "démocratie" internationale avait manifesté sa plus grande ferveur, pour avoir su renverser avec élégance la monarchie des Bourbons, fut attaquée par la réaction intérieure, aidée par des forces étrangères, ce fut un social-démocrate, le funeste Léon Blum, chef du gouvernement français, qui "oublia" que l'Espagne était une République liée à la France par une profonde communauté d'intérêts, et, de plus, par des pactes conclus officiellement.

Servant les intérêts de l'impérialisme britannique et de la grande bourgeoisie française, qui voyaient avec crainte le développement de la lutte révolutionnaire du peuple espagnol, il rompit — trahissant la vieille amitié existant entre les deux pays frères — le pacte signé en 1933 entre la République française et la République espagnole, par lequel la première s'engageait à vendre à l'Espagne toutes les armes dont elle avait besoin à tout moment.

Et ceci est d'autant plus infâme que le gouvernement français qui avait signé le pacte avait exigé l'établissement d'une clause obligeant l'Espagne à ne pas acheter d'armes à un autre pays.

Et, non seulement Léon Blum refuse de mettre en œuvre le pacte signé entre deux nations amies et voisines, ayant des frontières et des mers communes, mais il impose, sous la dictée de Chamberlain, la politique de "Non-Intervention".

La politique de "non-intervention".

Quelle était cette politique de Léon Blum et qu'a-t-elle représenté à l'époque et tout au long de la guerre de libération du peuple espagnol ?

La politique de "non-intervention" signifiait laisser les mains libres aux envahisseurs étrangers pour faire la guerre à l'Espagne,

(Suite page six.)

PAGE SIX

España Popular

Dimanche 18 février 1940

La social-démocratie et la guerre impérialiste actuelle.

(Suite de la page 1)

pour envahir, asservir et détruire notre beau pays.

Elle signifiait dès le premier instant que les généraux qui s'étaient soulevés, représentants des castes les plus réactionnaires, étaient mis sur un pied d'égalité avec le gouvernement légitime et constitutionnel de l'Espagne.

C'est l'imposition brutale d'un veto sur l'achat d'armes à un peuple qui défendait son indépendance, et c'est, enfin, la capitulation de la République espagnole devant la réaction, et le sacrifice d'un peuple qui, malgré tout, a défendu pendant près de trois ans sa liberté, l'indépendance et l'avenir de son pays.

Léon Blum, et tous les dirigeants sociaux-démocrates et travaillistes qui l'ont soutenu, savaient-ils ce que la politique de "Non-Intervention" signifiait pour la République espagnole ?

Ils le savaient parfaitement, et n'avaient pas honte de l'avouer. Mais ils jouèrent sur la peur de la guerre du peuple et, dans un discours prononcé le 6 septembre 1936 au "Luna Park" de Paris, à l'occasion de la fête commémorant la proclamation de la Troisième République, le premier eut le cynisme de l'avouer, et même de menacer le Parti communiste français et les ouvriers de l'Union syndicale métallurgique pour leur campagne intense contre le gouvernement dirigé par Blum, pour la politique qu'il menait de complicité avec le fascisme et contre la République espagnole.

"Je sais que le maintien de la République espagnole, disait Blum dans ce meeting, constituerait pour la France la garantie de la sécurité de ses frontières méridionales, et la sécurité de nos communications avec l'Afrique du Nord."

"Si nous n'avions pas fait l'offre que nous avons faite le 8 août (c'est-à-dire de la politique de "non-intervention"), qui a été reçue avec l'adhésion presque immédiate de plusieurs États, où en serions-nous à présent ? (...). "

"Nous avons agi de la sorte pour éviter les complications internationales ; en conséquence, pendant une période beaucoup plus longue que nous ne l'aurions souhaité, nous nous sommes retrouvés les mains liées, tandis que d'autres pays pouvaient continuer à fournir aux rebelles du matériel de guerre et des provisions. Cette injustice, cette inégalité vous a causé de l'angoisse et de la souffrance ; maintenant, où en sommes-nous ? Je viens de recevoir une importante délégation syndicale, qui vient me demander de me prononcer en faveur d'une politique déclarée d'aide à l'Espagne. À mon avis, il n'y a pas l'ombre d'une preuve, pas l'ombre d'un soupçon de preuve qui démontre qu'après l'acceptation de la politique de "non-intervention", un seul gouvernement soit revenu sur sa parole. Si on me demande de rectifier la position du gouvernement, de revenir sur ce que j'ai signé, je répondrai aujourd'hui comme hier : NON !"

À l'infamie de la "non-intervention", il ajoutait la dérision envers le peuple espagnol, en déclarant d'abord que les autres pays pouvaient continuer à fournir du matériel de guerre et des provisions aux rebelles, puis en affirmant qu'il n'y avait aucune preuve qu'un gouvernement soit revenu sur sa parole.

Mais est-ce seulement Léon Blum qui tenait cette position visant à étouffer la République démocratique espagnole ?

Non ! Ce sont tous les dirigeants de la social-démocratie.

Quelques jours après le discours de Blum, la Commission administrative permanente du Parti socialiste français se réunit et approuve à l'unanimité la politique de Léon Blum en Espagne.

Quelques semaines plus tard, lors d'une réunion commune entre socialistes et communistes en octobre 1936, Modigliani, leader des socialistes italiens, a déclaré *que les socialistes ont toujours été contre la guerre et que les communistes, en demandant de l'aide pour le peuple espagnol, poussent tous les pays à une nouvelle guerre*. En conclusion de son discours, Modigliani est allé jusqu'à dire *que, pour sauver la démocratie française, il fallait sacrifier l'Espagne républicaine*.

Le parti socialiste italien n'a pas condamné ces déclarations, ce qui signifie qu'il y était favorable.

Exploitant la peur de la guerre qu'éprouve le peuple, les Français et les autres sociaux-démocrates avancent un argument qui ferait rire, s'il n'avait coûté tant de sang et tant de douleur aux masses ouvrières et démocratiques espagnoles, à savoir *que l'intervention, c'est-à-dire l'aide française à l'Espagne, signifie la guerre. La guerre c'est le fascisme. Le socialisme c'est la "non-intervention". Le socialisme, c'est la paix*.

Mais ce n'est pas ce que pensait le prolétariat français, ni ce que pensaient les ouvriers des différents pays. A cet égard, la position de *L'Écho de Paris*, l'organe du Comité des Forges, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie industrielle française, était tout à fait significative. Le 9 septembre 1936, ce journal publiait un tract qui révélait une partie du contenu de la politique de "non-intervention" : *"Le mouvement ouvrier et populaire en faveur de l'Espagne républicaine, disait l'organe des grands industriels, est écrasant"* ; et, après une série de considérations sur la lutte en Espagne, il affirmait *que la politique de "non-intervention" représentait le moyen le plus efficace de briser cette vague révolutionnaire de solidarité.* "

**Au service de la réaction
et de l'impérialisme**

Qui Blum et les dirigeants sociaux-démocrates ont-ils servi avec leur politique pacifiste, avec leur politique de neutralité et de limitation des conflits guerriers ?

Nous, les Espagnols, nous pouvons répondre haut et fort, en accusant la social-démocratie devant les travailleurs du monde entier, que c'est le fascisme qu'ils servent, en poursuivant la politique des gouvernements réactionnaires et impérialistes de France et d'Angleterre, qui cherchaient dans le développement du fascisme la création d'une force qui puisse leur servir à détruire le pays du socialisme.

Et cette accusation, que nous soutenons, et qui a été signée avec le sang de plus d'un million d'Espagnols, est faite par tous ceux qui ont compris dès le premier instant le crime que l'on était en train de commettre contre la République espagnole, en lui mettant le nœud coulant de la "non-intervention" autour du cou.

Dans *Giustizia e Libertà*, le journal des intellectuels italiens émigrés en France, on pouvait lire en novembre 1936 : *" Il aurait fallu que Blum explique au Conseil national du parti socialiste français les causes qui ont obligé la démocratie française à prendre vis-à-vis de la République espagnole la même position que celle qu'auraient prise le duc de Guise ou le colonel de la Rocque ; mais il n'y a pas un mot sur tout cela. La véritable cause est le "pacifisme" de Blum ; ce pacifisme qui l'a poussé, en janvier 1935, à voter pour le pacte de Rome et à intervenir à Genève comme un Flandin ou un Laval. C'est ce "pacifisme" qui a fait de l'Allemagne hitlérienne un pays agressif ; c'est ce "pacifisme" qui a donné un empire à Mussolini ; c'est ce "pacifisme" qui a anéanti la Société des Nations, qui a monstrueusement renforcé la réaction en Europe et qui a trahi la République espagnole. Ce "pacifisme" a été caractérisé une fois par Vandervelde, alors qu'il était dans une disposition de franchise sans préjugés, comme le "pacifisme" des moutons. Ce "pacifisme", qui admet la guerre en Espagne, la prépare maintenant en Europe..."*

À ces observations, il faudrait en ajouter d'autres non moins intéressantes sur l'Autriche, la Tchécoslovaquie, Memel, l'Albanie, etc. ; mais je voudrais me borner à comparer la position de la social-démocratie et du travaillisme anglais à l'égard de la République espagnole et sa position actuelle à l'égard de la Pologne.

Lors d'une conférence des Trade-Unions anglaises tenue le 7 septembre 1936, Citrine a défendu la politique de "non-intervention" et, parmi tout une série d'arguments justifiant cette politique, il a déclaré ce qui suit : *"Le gouvernement français (présidé par Blum), étant obligé, par le même traité franco-espagnol, de fournir au gouvernement républicain d'Espagne les armes dont il a besoin, est arrivé à la conclusion qu'il ne peut pas se conformer aux stipulations dudit traité, parce que l'envoi d'armes à l'Espagne républicaine pourrait provoquer la guerre. Nous devons comprendre la nécessité d'approuver la politique de neutralité, même si cette politique n'est pas populaire auprès de nos membres."*

C'est-à-dire que les dirigeants du Labour anglais, tout en reconnaissant que les ouvriers anglais étaient favorables à une aide efficace au peuple espagnol, ont fait fi des sentiments des masses ouvrières d'Angleterre et ont aidé Chamberlain et Daladier à vaincre la République espagnole. Et un dirigeant social-démocrate, De Brouckère, est même allé jusqu'à déclarer lors d'une réunion du Comité de Liaison du PS et du PC d'Espagne, à Barcelone, *que les ouvriers anglais n'aidaient pas l'Espagne avec plus d'enthousiasme parce qu'ils n'avaient pas d'intérêts matériels à y défendre.*

Guidés par cette orientation, les chefs travaillistes et sociaux-démocrates se sont rendus à plusieurs reprises en Espagne au cours de la guerre pour convaincre les socialistes espagnols que la résistance était impossible et qu'ils n'avaient d'autre choix que de se soumettre à la force brutale du fascisme.

Et Adlef et Schevenels, et Delvigne et Nenni, et Abramovitch, et Julius Deutch, et Stolz et De Brouckère, et Citrine et Attlee, et tous les chefs sociaux-démocrates qui sont venus en Espagne, avaient le même objectif, qui est celui de la bourgeoisie de tous les pays : envisager comment le Parti communiste pouvait être combattu, en raison de sa position inébranlable de lutte et de résistance aux agresseurs, et convaincre les dirigeants socialistes – parmi lesquels les différents présidents des différents gouvernements et les ministres socialistes –, de la nécessité de mettre fin à la guerre en livrant l'Espagne au fascisme. C'est ainsi que la résistance héroïque de l'armée et du peuple espagnols a rendu hystériques les dirigeants sociaux-démocrates, car cette résistance bouleversait tous leurs plans et rabaisait leur personnalité et leur valeur aux yeux de leurs maîtres, les Chamberlain et les Daladier, la City de Londres et la Banque de Paris.

La peur de la révolution

Les ardents "pacifistes" et les partisans de la politique de "non-intervention" étaient mus non seulement par l'intérêt de servir leurs bourgeoisies respectives, mais aussi par leur peur de la révolution.

Il ne fait aucun doute que la guerre que notre peuple a menée pendant près de trois ans était une guerre révolutionnaire, juste et progressiste, une guerre de libération, une guerre pour l'indépendance de l'Espagne.

La République espagnole, qui, au début de la lutte, était une République démocratique bourgeoise, s'est transformée, au cours de la guerre, en une République différente des Républiques démocratiques bourgeoises, où le grand capital domine et gouverne. C'était une République soutenue par le Front populaire et l'Armée Populaire régulière ; une République dont les grands propriétaires terriens semi-féodaux, le grand capital et les réactionnaires ont été écartés du pouvoir. C'était une république dans laquelle les ouvriers, les paysans, toutes les masses populaires participaient intensivement à la direction de la vie politique et économique du pays. C'était une république démocratique populaire dans laquelle, tout en préservant la propriété privée, on procédait à la nationalisation des grandes entreprises industrielles, des banques et des transports ; une république dans laquelle on confisquait les terres des grands propriétaires terriens et dans laquelle les coopératives et les collectivités volontaires des ouvriers et des paysans recevaient l'aide et la protection de l'État.

Le triomphe d'une telle République aurait ouvert des perspectives révolutionnaires dans tous les pays, ce qui aurait obligé les dirigeants sociaux-démocrates à marcher, même à contrecœur, avec les masses, ou à se ranger ouvertement du côté du capitalisme, comme ils le font actuellement, contre les intérêts des peuples.

Et cette République, dont le développement et la consolidation étaient une garantie du maintien de la paix en Méditerranée ; cette République, qui détenait la clef du détroit de Gibraltar, c'est-à-dire de la route de l'Afrique, c'est-à-dire la possibilité pour la France de transporter des troupes ; cette République qui, limitrophe de la France par-delà les Pyrénées, aurait aidé la France en toutes circonstances, est abandonnée, est livrée aux ennemis séculaires de l'un et l'autre peuple.

Les porte-parole sociaux-démocrates de l'impérialisme britannique et français répètent chaque jour qu'ils font la guerre pour "restaurer la Pologne", au nom de la démocratie et du "droit des peuples". C'est eux qui ont étouffé l'Espagne, où les Catalans et les Basques jouissaient d'une liberté pour le développement de leur culture nationale. C'est eux qui prétendent aider (bien que nous sachions aujourd'hui ce que vaut cette aide) la Pologne, où des millions d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Juifs n'avaient même pas le droit de parler librement leur langue, et vivaient dans des conditions de parias.

C'est eux qui défendent à présent un régime qui a détruit la culture de peuples entiers, et qui ont abandonné les défenseurs de la culture du peuple espagnol. Les hommes de la social-démocratie, au service du grand capital, osent appeler démocratique l'État polonais, qui était une prison des peuples, où les travailleurs n'avaient pas le droit de s'organiser librement, où le prolétariat polonais menait la même existence d'esclave que le reste des peuples opprimés. C'est eux qui se déclaraient solidaires des dirigeants de la Pologne réactionnaire, qui a disparu sans honneur et sans gloire, parce que les grands propriétaires terriens polonais, les colonels vénaux qui formaient leur gouvernement et qui ne représentaient pas la volonté du peuple polonais – qui n'avait ni droits ni voix pour décider de son destin – représentaient, en revanche, les intérêts des banquiers et des grands capitalistes de Londres et de Paris.

La volonté de rétablir ce *cordon sanitaire*, cette base pour les attaques militaires contre le pays du Socialisme, tel était le rôle joué par la Pologne, un État créé artificiellement et qui n'était qu'un conglomérat hétérogène, créé par le traité de Versailles : la Pologne n'avait pas d'autre fonction.

Les Blum, Jouhaux, Citrine et Attlee, fidèles serviteurs de leurs mécènes, ne pouvaient que crier de toutes leurs forces en défense des grands propriétaires terriens et des colonels polonais.

La Pologne d'hier, prison des peuples, République de camps de concentration, de gouvernants traîtres à leur peuple, et qui a été constituée à l'image de la démocratie des Blum et des Citrine ! La social-démocratie pleure la perte de la Pologne, car l'impérialisme a perdu un point d'appui contre l'Union Soviétique, contre la patrie du prolétariat. Elle pleure la perte de la Pologne, parce que les Ukrainiens, les Biélorusses, treize millions d'êtres humains, ont conquis leur liberté. Comme pendant la guerre d'Espagne, ils sont aujourd'hui du côté des ennemis de l'Humanité.

La classe ouvrière du monde entier s'est tenue aux côtés du peuple espagnol dans sa lutte. Beaucoup des meilleurs fils du prolétariat de tous les pays ont laissé leur vie sur les champs de bataille pour la liberté de l'Espagne.

Ils ont vu à juste titre dans la lutte du peuple espagnol la lutte pour la cause de tous les travailleurs. Mais aucun travailleur conscient ne peut prendre volontairement les armes pour défendre la Pologne réactionnaire. Les travailleurs de tous les pays ont salué avec enthousiasme l'action libératrice de l'Armée Rouge sur le territoire de l'ancien État des grands propriétaire terriens polonais.

Les combattants espagnols contre la guerre impérialiste

Les Blum, Jouhaux, Citrine et Attlee, qui ont été partie prenante du crime commis contre le peuple espagnol, défendent à présent la Pologne réactionnaire, et exigent même sa restauration.

Toute la phase de la lutte pour la restauration de la Pologne n'a pas d'autre sens que le désir de rétablir ce *cordon sanitaire*, cette base pour des attaques militaires contre le pays du Socialisme, car tel était le rôle assigné à la Pologne, un État créé artificiellement par le traité de Versailles, et qui n'était qu'un conglomérat de peuples dans lequel les Polonais n'étaient que 60 pour cent de la population.

En entraînant les masses ouvrières de France et d'Angleterre dans la lutte contre l'Allemagne impérialiste, ils trahissent une fois de plus le prolétariat, et les dirigeants sociaux-démocrates mentent une fois de plus quand ils disent qu'il s'agit d'une lutte entre deux systèmes : le fascisme et la démocratie, des rivalités entre les différents groupes impérialistes, et de la politique "pacifiste" des Blum, des Citrine et des Adler. C'est le résultat de la politique de Chamberlain et de Daladier, qui se sont retrouvés pris dans les mailles du filet qu'ils avaient tissé pour emprisonner l'Union soviétique, le pays du Socialisme.

Ni le peuple français ni les travailleurs britanniques n'ont rien à faire dans cette guerre qui, comme toutes les guerres capitalistes, tend à défendre les intérêts de la grande bourgeoisie.

Et bien que les gouvernements réactionnaires de France et d'Angleterre, aidés par les dirigeants sociaux-démocrates, brandissent, comme bannière de ralliement pour la guerre et le sacrifice, le slogan de la lutte entre la démocratie et le fascisme, les travailleurs de tous les pays ne peuvent oublier que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de leurs bourgeoisies.

Et, surtout, les soldats espagnols, les héros de la République espagnole, qui, dans les camps de concentration en France et dans l'émigration dans d'autres pays, attendent avec impatience le jour de leur retour en Espagne, ne peuvent l'oublier. Pas un seul soldat, pas un seul Espagnol ne peut se prêter au jeu infâme des gouvernements français et britannique, qui ont aidé la réaction à vaincre le peuple espagnol.

Et cela est d'autant plus nécessaire à rappeler en ce moment à tous les Espagnols, à cause de la position opportuniste, contraire aux intérêts de l'Espagne, adoptée par Negrín et le Parti Socialiste Espagnol, s'offrant au gouvernement français et invitant nos soldats à rejoindre l'armée française, afin de défendre les intérêts de la bourgeoisie française et de l'impérialisme anglais.

Il ne peut y avoir rien de commun entre les héroïques défenseurs de la République Espagnole et ceux qui, aujourd'hui, font la guerre sous le prétexte de défendre la démocratie, et qui, hier encore, ont aidé Franco à remporter la victoire ; et les travailleurs espagnols, les hommes qui, dans les camps de concentration et dans les difficultés de l'émigration, attendent leur prompt libération, demanderont un jour, pas très lointain, des comptes sur leur conduite, contraire aux intérêts des masses populaires espagnoles, à ceux qui, trahissant les sentiments du peuple espagnol, font le jeu de l'impérialisme franco-anglais.

PAS UNE GOUTTE DE SANG ESPAGNOL POUR LA GUERRE IMPÉRIALISTE !

ESPAGNE et FINLANDE

**La cause du gouvernement
d'Helsinki est la cause
de la réaction mondiale.**

Il est curieux, mais pas du tout surprenant, que les Gouvernements qui ont aidé à ce que l'Espagne soit mise à sac et plongée dans le feu et le sang, qui ont laissé les mains libres à Hitler en Autriche et en Tchécoslovaquie, qui ont permis que Mussolini consomme la spoliation de l'Abyssinie et de l'Albanie, soient soudain devenus les plus ardents défenseurs de la "liberté des peuples agressés". Le changement a été si retentissant, que même ceux qui ont criblé l'Espagne de balles et qui la torturent aujourd'hui sont devenues des "champions du droit international".

Les faits et les hommes doivent être jugés, non par les mots qui les désignent – puisque le langage n'est rien d'autre qu'un moyen conventionnel extérieur de nous comprendre relativement entre nous –

mais par ce qu'ils signifient réellement dans leur essence intime. Et dans le cas des opérations militaires en Finlande, cette habitude inéluctable de ne pas se laisser émouvoir par des paroles grandiloquentes et bravaches, est fort utile. Et s'il n'y avait pas d'autres raisons, le fait que Chamberlain, Daladier et Franco fassent cause commune avec Kallio et Mannerheim, suffirait à définir l'essence de la guerre en Finlande. Si ces illustres personnages avaient décidé du jour au lendemain défendre la liberté des peuples, quel besoin avaient-ils de s'exposer aux effets des froides températures nordiques ? Il leur suffirait de rendre leurs libertés aux peuples d'Angleterre, de France et d'Espagne, respectivement.

Cette seule considération nous convainc du fait que ce ne sont pas des idéaux abstraits de "justice" et d'"amour des peuples" qui les ont poussés à se ranger du côté de Mannerheim, mais un instinct aveugle de solidarité avec les oppresseurs de la Finlande et un désir irréprouvable de profiter de la soumission passagère et violente des forces populaires pour déclencher une puissante campagne de mensonges et d'insultes et de préparer ainsi le terrain pour une future Sainte-Alliance contre l'Union Soviétique. La Finlande était le terrain de manœuvres de cette future attaque ; c'était l'avant-garde antisoviétique au service de l'impérialisme anglais. L'URSS n'a fait que prendre des mesures de sécurité en prévention du coup impérialiste.

Bien que l'Angleterre et la France soient en guerre contre l'Allemagne depuis début septembre, le fait est que ni leurs armées n'attaquent sérieusement, ni leurs Agences officielles n'ont intérêt à ce que leurs opinions publiques prêtent trop d'attention aux événements du front occidental ; les colonnes les plus visibles des journaux et les caractères les plus voyants de la presse sont systématiquement consacrés à la Finlande. Pourquoi ? Parce que dans les Cabinets de Londres et de Paris, comme dans ceux de leurs satellites de Rome et de Madrid, on nourrit toujours l'espoir de gagner Hitler à la croisade antisoviétique, en vue de l'attaque de l'URSS.

Cette tendance apparaît plus ou moins clairement dans la presse censurée des quatre pays, selon le degré de crétinisme des publicistes qui sont confrontés à la question internationale. Lorsque le commentateur est aussi peu intelligent que le fasciste espagnol Luis Bermúdez de Castro, le doute n'est plus permis. Sous le titre absolument évident "L'Europe doit chercher ses colonies en Russie", ce citoyen imprudent — imprudent car il détaille des intentions que d'autres tentent de dissimuler, quoique sans succès — écrit dans le quotidien Madrid du 20 décembre dernier :

"Si l'Europe possédait une conscience instinctive ou un sens de la compréhension, l'effet de l'attaque de la Finlande serait la sonnerie d'un " cessez-le-feu " simultané dans les pays belligérants ; en ce moment, l'Angleterre, la France et l'Allemagne, suivies de tous les peuples, devraient coordonner leurs potentiels militaires, après avoir signé une trêve, un armistice, une paix différée, pour envahir par le sang et le feu cet énorme bastion de la sauvagerie. L'Allemagne a-t-elle besoin de colonies ? Eh bien, elle en a en dans les terres de Russie, qui sont fort étendues et prospères, et l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Finlande ne sont-elles pas des nations dignes d'être agrandies en raison de leurs vertus ? Donc, aux dépens des barbares rouges, elles doivent élargir leurs frontières. Toutes les matières premières indispensables à l'industrie se trouvent dans la Russie communiste ; ceux qui en ont besoin n'ont qu'à les prendre".

On ne saurait mieux révéler la profondeur réelle du sentimentalisme hypocrite à l'égard de la Finlande, qu'expriment des "démocrates" avérés tels que Chamberlain, celui de Munich, Daladier, celui qui emprisonne les meilleurs éléments du peuple français, et Franco, l'assassin de l'Espagne.

Les "démocrates" qui n'ont pas aidé l'Espagne républicaine (qui ont été la cause de son effondrement, pourrait-on dire sans détour), et qui se limitent, dans leur guerre contre l'Allemagne, qu'ils ont eux-mêmes renforcée par leurs emprunts et leurs capitulations, à de simples tirs d'artillerie sur les

lignes fortifiées, déploient, par contre, une grande activité dans " l'aide à la Finlande " ; c'est-à-dire dans leur guerre sournoise contre l'URSS, qui pourtant leur a si souvent proposé, sans succès, un pacte pour mettre un terme aux exactions fascistes. Le 10 décembre, le major Elliot demandait dans le Herald Tribune que l'on arrêtât l'avancée de l'Armée Rouge par tous les moyens". Le même jour, le New York Times rapportait que treize banquiers éminents avaient tenu "une réunion spéciale dans le but de collecter des fonds pour aider la Finlande". Quelques heures plus tard, le sénateur réactionnaire Warren B. Austin a demandé instamment que l'on n'applique pas à la Finlande la loi sur la Neutralité, c'est-à-dire que les États-Unis soient autorisés à envoyer à Mannerheim toutes sortes de fournitures pour combattre l'URSS.

Lorsqu'il s'agissait vraiment d'une guerre progressiste, la guerre du peuple espagnol contre ses assaillants, ces messieurs ont préféré contracter la complicité de l'aide à Franco, Hitler et Mussolini, et ils les ont aidés comme ils aident maintenant les oppresseurs du peuple finlandais.

L'Angleterre et la France incitent la Suède à se laisser entraîner dans la guerre contre l'URSS. Lorsqu'il s'agissait de l'Espagne, ce même M. Chamberlain inventa et maintint la politique injuste et criminelle de "non-intervention" au profit exclusif de Franco.

Il n'est donc pas étonnant que Franco lui soit reconnaissant et qu'il rejoigne, comme Mussolini, la meute des "défenseurs du droit international" et des peuples agressés. Ces mêmes aviateurs qui détruisirent le peuple espagnol sont maintenant des "volontaires" au service de Mannerheim. Des contingents de troupes ont même quitté l'Espagne pour rejoindre l'armée réactionnaire finlandaise. C'était la première étape. Les étapes suivantes sont faciles à prévoir. Si les plans qui sont en train de se forger dans les cabinets

(Suite en page 6)

(Suite de la page 5)

L'ESPAGNE ET LA FINLANDE

de certains Gouvernements "démocratiques" vont de l'avant, si la guerre se généralise et, surtout, si elle se transforme en une guerre antisoviétique, il est plus que certain que l'Espagne de Franco s'y verra entraînée.

Cette seule perspective suffit à convaincre quiconque ne se laisse pas abuser par les mots, que la cause incarnée par le gouvernement d'Helsinki est la cause de la réaction mondiale.

La guerre est très clairement définie : c'est une guerre inter-impérialiste dans laquelle aucun travailleur, aucun homme libre, ne peut prendre parti soit pour les Alliés, soit pour l'Allemagne. La Finlande est une pièce dans ce jeu d'échecs criminel, que les gouvernements d'Angleterre et de France ont déplacée comme premier pas vers une agression générale contre l'URSS, et nous sommes ouvertement avec l'URSS, comme doivent l'être tous ceux qui ont lutté pour la liberté et l'indépendance de l'Espagne.

Au milieu de la capitulation générale devant le fascisme, alors que même les gouvernements dits "démocratiques" aidaient Franco par la "non-intervention" et retenaient à la frontière française le matériel de guerre que le gouvernement légitime d'Espagne avait acquis avant le soulèvement, alors que ces gouvernements nous étouffaient et entravaient à l'intérieur de leurs frontières le grand mouvement

populaire en faveur de la République espagnole, seule l'Union soviétique nous a apporté une aide efficace et pratique.

Seule l'Union soviétique s'est exprimée au sein du comité criminel de "non-intervention" et a démasqué les interventionnistes et les "démocrates" qui ont joué leur jeu.

Seule l'Union soviétique a refusé d'accepter la farce sanglante de Londres et a annoncé — une annonce qui a été pleinement tenue — qu'elle nous aiderait dans la même mesure que l'Allemagne et l'Italie ont aidé Franco.

À présent, alors que la réaction mondiale se prépare à attaquer l'URSS, nous adoptons la seule position juste : nous sommes aux côtés de l'URSS en tant qu'antifascistes et républicains espagnols, parce qu'elle est le rempart le plus solide de la liberté des hommes et des peuples.
